

Le mandat de l'étude la plus importante a été publié et je l'ai déposé aujourd'hui. Nous nous inquiétons, dans le même ordre d'idées, des indices de violation importante de l'embargo obligatoire sur l'exportation d'armes, que les membres des Nations Unies sont tenus de respecter. Les pays membres du Comité rechercheront, individuellement et collectivement, des preuves concrètes de ces violations et examineront des mesures précises visant à garantir l'application de l'embargo obligatoire sur les armes.

La plus efficace des nouvelles armes utilisées pour la défense de l'apartheid, c'est le nouvel accent délibéré mis sur la censure en Afrique du Sud même, et sur la propagande visant les opinions nationale et internationale. Un résumé sommaire des principales lois s'appliquant à la presse en Afrique du Sud - lois qui définissent ce dont les journalistes n'ont pas le droit de faire état -, ce résumé sommaire comporte à lui seul plus de 300 pages. Vient s'y ajouter le poids d'autres menaces et règlements qui restreignent des libertés que nous, Canadiens, considérons comme allant de soi - liberté de réunion et de presse, liberté de s'exprimer sans crainte, droit à la protection contre la détention sans procès. Personne ne connaît le nombre de personnes détenues en Afrique du Sud sans que des accusations ne pèsent contre elles; aucun détenu ne connaît la date de son éventuelle libération ou n'a la garantie qu'il (ou elle) ne sera pas à nouveau arrêté. On va même jusqu'à mettre de jeunes enfants sous les verrous.

Et, au moment où une chape de plomb s'abat sur l'Afrique du Sud, la campagne s'intensifie à l'extérieur de ses frontières. On cherche à présenter sous le jour de la réforme un projet d'institutions auxquelles aucun dirigeant noir authentique ne participera. On s'emploie à décrire tous les opposants à l'apartheid comme étant des communistes ou des assassins. On cherche à exploiter les préjugés. J'ai la conviction que cette campagne de censure et de propagande est soigneusement orchestrée et ciblée, et que le Commonwealth s'attachera beaucoup plus activement à mettre au jour et à contrer cette propagande et cette censure.

Cette démarche n'est pas dénuée de risques. Au chapitre des droits de la personne, aucun pays du Commonwealth n'est irréprochable, et certains le sont moins que d'autres. Au cours de la réunion de Lusaka, et à la faveur d'autres entretiens, j'ai fait remarquer qu'on allait presque certainement accuser le Commonwealth de pratiquer une politique de deux poids deux mesures, et que le meilleur moyen de réfuter cette accusation consistait à améliorer la situation dans chacun de nos pays. Mais la plupart des personnes ici présentes, et la plupart des êtres humains, s'entendent pour